

[Français]

M. Henry Latulippe (Compton): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre des Postes.

Songerait-il, de concert avec le gouvernement, à rendre l'arbitrage obligatoire pour les travailleurs du secteur public, vu que les syndicats rejettent et violent les ententes?

L'hon. Eric W. Kierans (ministre des Postes): Monsieur le président, je n'ai pas bien saisi la question. Est-ce que l'honorable député fait allusion à la compagnie *Rod Service Limited*?

M. Latulippe: Non, monsieur le président. Je voudrais savoir si le ministère des Postes ou le gouvernement songent à instituer l'arbitrage obligatoire dans le secteur public.

L'hon. M. Kierans: Monsieur le président, on pourrait poser cette question à l'honorable ministre du Travail.

[Traduction]

LA FONCTION PUBLIQUE

L'IMPRIMEUR DE LA REINE—L'ABOLITION DE LA FONCTION

Le très hon. J. G. Diefenbaker (Prince Albert): Monsieur l'Orateur, ma question découle de celle que j'ai posée hier au sujet du poste d'Imprimeur de la Reine. Le premier ministre sait-il que le gouvernement ou un ministère de l'État a fait poser au panneau d'affichage de l'Imprimerie nationale à Hull, en décembre 1968, affiche où l'on annonçait l'abolition du poste d'Imprimeur de la Reine, à la suite de quoi, M. Duhamel s'est trouvé libre? Comme il semble que le poste d'Imprimeur de la Reine demeure une possibilité théorique, puis-je demander au premier ministre s'il a l'intention de désigner un Imprimeur de la Reine qui en portera le titre?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, selon la loi concernant l'organisation du gouvernement, le poste maintenant assumé par l'Imprimeur de la Reine relèvera d'un autre ministère, celui des Approvisionnements et Services; il y est précisément question du poste d'Imprimeur de la Reine. Il y aura un fonctionnaire ou un poste ainsi désigné.

La personne qui jusqu'en décembre détenait le titre et le poste d'Imprimeur de la Reine s'est vue confier d'autres fonctions au sein du gouvernement. Ainsi personne à l'heure actuelle n'exerce cette fonction. C'est parce que le bill lui-même n'a pas encore été adopté par la Chambre. En vertu de la nouvelle loi concernant l'organisation du gouvernement, nous devons avoir l'autorisation de désigner ce titulaire dans un autre minist-

[L'hon. M. Kierans.]

ère au lieu du ministère dont il relève présentement.

Le très hon. M. Diefenbaker: Monsieur l'Orateur, pour éviter toute confusion, le premier ministre veut-il dire que dès que le Parlement l'autorisera, un Imprimeur de la Reine sera désigné?

Le très hon. M. Trudeau: C'est l'intention du gouvernement. S'il en avait été autrement, nous n'aurions certainement pas présenté une mesure prévoyant un poste d'Imprimeur de la Reine.

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LES MESURES RELATIVES À LA PAUVRETÉ

L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Étant donné que l'inflation s'est considérablement accrue au cours des six mois écoulés depuis que le premier ministre a déclaré dans cette Chambre que le principal moyen auquel le gouvernement aurait recours pour enrayer la pauvreté serait le contrôle de l'inflation, le gouvernement a-t-il l'intention d'adopter d'autres mesures pour empêcher la pauvreté de s'accroître au rythme actuel dans notre pays?

M. l'Orateur: A l'ordre. Manifestement, l'honorable député demande au premier ministre ou à un de ses collègues de faire une déclaration très générale. Les déclarations de ce genre doivent, me semble-t-il, se faire à l'appel des motions.

L'hon. M. Hees: Puis-je m'exprimer autrement et demander simplement au premier ministre s'il a l'intention ou non de mettre en œuvre de nouveaux programmes pour empêcher la pauvreté de s'accroître rapidement dans notre pays?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, si l'opposition s'abstenait quelque peu de réclamer de nouvelles dépenses chaque fois qu'elle en a la chance, l'inflation ne progresserait peut-être pas autant.

L'hon. M. Hees: Une question complémentaire. Le premier ministre ne pense-t-il pas que c'est ce genre de réponse négative qui incite peut-être la majorité des Canadiens à croire maintenant que le gouvernement ne s'acquitte pas bien de sa tâche...

Des voix: Oh, oh!

M. l'Orateur: A l'ordre!

M. Hees: ...comme en fait foi le dernier Gallup.

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît.